



**HAL**  
open science

## Memorial, une histoire sans fin

Catherine Gousseff

► **To cite this version:**

Catherine Gousseff. Memorial, une histoire sans fin. *Écrire l'histoire - Histoire, Littérature, Esthétique*, 2022, 10.4000/elh.3088 . halshs-03896722

**HAL Id: halshs-03896722**

**<https://shs.hal.science/halshs-03896722>**

Submitted on 6 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le 28 février 2022, l'association Memorial a été définitivement « liquidée » selon les termes de la Cour suprême de Russie qui avait exigé de faire taire cette voix résistante à l'air du temps, portée par la société civile russe. Des membres de Memorial s'étaient rendus au tribunal habillés aux couleurs de l'Ukraine et en ce dernier jour d'existence légale, ils ont organisé un festival anti-guerre dans les locaux de leur maison mère : jusqu'au bout, dans le combat contre l'autoritarisme et la violence, en oeuvrant pour la reconnaissance des crimes du XXe siècle soviétique et la dénonciation des dérives du présent. Cette double mission que s'est assignée Memorial, et qui en fait sa marque de fabrique, est en effet jugée inséparable l'une de l'autre car sans conscience historique ni volonté de réparation et sans vigilance civique, il est impossible, proclame-t-elle, d'édifier une vie démocratique en Russie.

Avant d'être une organisation Memorial fut un mouvement, créé dans le souffle de la perestroïka de Gorbatchev, qui permit enfin, dans les dernières années de l'URSS, de commencer à ouvrir les pages les plus sombres de l'histoire soviétique. La volonté d'affronter le passé, de connaître l'étendue des répressions stalinienne, d'appréhender ce que fut la Grande terreur des années 1937-38, avait déjà fait l'objet d'entreprises dissidentes. Dès l'époque de Brejnev, des publications clandestines (samizdat) s'attelèrent à cette tâche. L'une de ces revues s'intitulait explicitement « Mémoire » (Pamjat'). Arsenij Roginskij, futur président de Memorial, en avait été l'un des animateurs et fut avec bien d'autres dissidents parmi les premiers initiateurs du mouvement. Mais celui-ci fut aussi rejoint par des personnes nouvelles, à l'instar de Nikita Petrov, alors ingénieur et devenu, depuis, l'un des grands historiens du stalinisme ou encore Eléna Zhemkova, mathématicienne de formation, et directrice exécutive de Memorial ces dernières années, mêlant ainsi des personnes aux parcours très variés, dont les trajectoires allaient converger à travers l'engagement dans Memorial.

L'une des premières tâches que s'étaient fixées les activistes était de redonner un nom aux victimes des crimes de masse du stalinisme avec l'établissement d'un fichier, qui comporte aujourd'hui plus de trois millions de noms. Puis, les initiatives se multiplièrent. Elles donnèrent lieu à une grande exposition consacrée aux archives privées des répressions, à la pose d'une pierre des Solovki, acheminée depuis ce grand camp de concentration des îles du grand Nord qui en portent le nom, commémorant en face de la Lubianka, l'édifice de la police politique à Moscou, les innombrables disparus dans le cours des violences du XXe siècle soviétique. Plébiscité par un sondage de rue, Andreï Sakharov, le plus célèbre des dissidents, devint le premier président de Memorial, quelques mois avant sa disparition, à la suite de laquelle M. Gorbatchev s'engagea à reconnaître juridiquement l'existence de l'organisation Memorial.

Lors de sa légalisation comme association, Memorial a choisi, pour des raisons tactiques (éviter que d'éventuelles menaces ne mettent en péril l'ensemble des activités), de se structurer en deux entités principales et distinctes. D'une part Memorial International (dont il sera surtout question ici), où a été conduite l'activité relative au travail mémoriel et, d'autre part le Centre des droits humains Memorial (CDH) qui s'est spécialisé dans la défense des prisonniers politiques en Russie (plus de 1 000 personnes depuis sa création ont été reconnues comme telles par le CDH), la dénonciation des abus commis dans la Russie post-soviétique, en particulier durant les guerres menées par le gouvernement en Tchétchénie, en Géorgie. Enfin, une soixantaine d'associations indépendantes, se revendiquant de Memorial ont été créées depuis le début des années 1990 sur le territoire de la Fédération de Russie.

Les trois décennies de développement des activités de Memorial ont été marquées par de multiples réalisations, à commencer par la création d'un centre de documentation et d'archives comportant diverses collections de documents privés et issus des administrations d'État de l'URSS relatifs à l'univers concentrationnaire, la dissidence, le travail forcé dans le IIIe Reich, etc. Plusieurs travaux pionniers permettant d'éclairer les mécanismes de la Grande Terreur, l'histoire des déportations, les rouages du système répressif ont été menés au sein de Memorial. Des historiens tels que Arseni Roginskij, Irina Scherbakova, Alexandre Gurianov, Nikita Petrov, pour n'en citer que quelques uns, ont contribué de manière décisive au renouvellement historiographique de l'URSS stalinienne, en dialogue avec leurs homologues occidentaux, à travers manifestations scientifiques et publications. Memorial est également dépositaire de nombreux objets du Goulag reçus d'anciens condamnés ou de leurs familles, ayant permis la constitution d'un musée et l'organisation d'expositions dont la plus récente été consacrée aux femmes dans le Goulag. L'activité éducative et pédagogique de Memorial est au centre de la mission qu'elle s'est fixée et s'est traduite par différentes initiatives, sous forme de conférences, de visites guidées de sites mémoriels ou encore de l'organisation d'un concours annuel intitulé « l'homme dans l'histoire », invitant les élèves des collèges et lycées russes à enquêter sur les répressions soviétiques à travers leur histoire familiale ou celle de leur région. En outre, Memorial est à l'origine de l'instauration de nombreux lieux de mémoire des violences politiques et de plusieurs rituels commémoratifs, tel « le retour des noms » consistant chaque 29 octobre en des lectures publiques sur des lieux symboliques, de brèves biographies de victimes de la grande terreur auxquelles chacun, simple citoyen, est invité à prendre part. Depuis le développement de la politique mémorielle du président Poutine dans les années 2010, marquée par l'injonction à glorifier les haut-faits positifs du passé russe et soviétique, Memorial a été l'objet de menaces de plus en plus prégnantes. La nouvelle loi de 2012, prévoyant que les ONG recevant un financement de l'étranger soient qualifiées « d'agent de l'étranger » avec obligation de mentionner ce label, très discriminant en Russie, dans toutes leurs activités et correspondances, a été appliquée à Memorial, entraînant surveillance et tracasseries multiples. L'historien Iouri Dmitriev, à qui l'on doit la découverte d'importants charniers de la grande terreur en Carélie, sur le site de Sandormokh, a fait l'objet, sous des accusations fallacieuses de pédopornographie, de poursuites judiciaires à partir de 2016 et a été condamné à 15 ans de colonie pénitentiaire à régime sévère. Enfin, c'est au prétexte de manquements au respect de la loi sur les agents de l'étranger que la liquidation de Memorial a été demandée par la cour suprême de Russie le 11 décembre 2021, obtenue par jugement le 28 décembre et confirmée, après le rejet de l'appel, le 28 février 2022. Accusé par un tribunal de Moscou, le centre des droits humains Memorial subit un même sort. La radicalisation des attaques intentées à Memorial, l'organisation la plus emblématique du réveil et de l'existence de la société civile russe, s'est avérée prémonitoire de l'instauration de la dictature dans le pays, qui accompagne l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Malgré la dissolution en cours de l'organisation, la confiscation faite de documents à l'occasion d'une récente perquisition, ses représentants n'entendent pas renoncer à leur travail historique et civil en Russie. Une décision dont il reste difficile de mesurer les conséquences pour ces femmes et ces hommes qui refusent d'accepter, qu'une fois encore, trente ans après la chute de l'URSS, la voix citoyenne se retrouve captive. Catherine Gousseff, historienne, CNRS (CERCEC, CNRS/EHESS) et membre du bureau de Mémorial France

